DAVIES

Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

Expertise
Règlement de différends
Actions collectives
Droit public

Barreau
Québec, 2004

Avocat plaidant déterminé et habile, Jean-Philippe représente un éventail très diversifié de clients du secteur public.

Spécialiste des dossiers complexes et très médiatisés, Jean-Philippe se consacre particulièrement aux différends relevant du droit public, dont les contestations constitutionnelles et les demandes de contrôle judiciaire de mesures prises par l'administration publique. Il dispose également d'une vaste expérience en matière d'actions collectives – ayant représenté des clients tant en demande qu'en défense – ainsi que dans des dossiers en droit de la santé et en droit de la protection du consommateur. Jean-Philippe cumule les réussites devant les tribunaux administratifs et en arbitrage de même que devant les tribunaux judiciaires de tous les échelons. Il a notamment plaidé devant la Cour suprême du Canada à titre d'avocat principal dans le cadre de multiples dossiers touchant un éventail de questions juridiques.

Jean-Philippe siège au conseil d'administration de Santé et éducation maintenant!, un organisme qui met en œuvre des projets de développement communautaire au Bénin et au Cameroun.

MANDATS REPRÉSENTATIFS

Brault & Martineau Inc., Corbeil Électrique Inc. et Sears Canada Inc.
Représentation en défense de Brault & Martineau Inc., de Corbeil Électrique Inc. et de Sears Canada Inc. dans le cadre de différentes actions collectives intentées au nom de consommateurs alléguant que la vente de garanties supplémentaires violerait les dispositions de la Loi sur la protection du consommateur.

Brault & Martineau Inc.
Représentation de Brault & Martineau Inc. dans le cadre de sa défense couronnée de succès à l'encontre d'une action collective intentée au nom de consommateurs qui avaient acheté des biens grâce à du financement dont on alléguait qu'il violait la *Loi sur la protection du consommateur*.

Client confidentiel
Représentation avec succès d'un détaillant d'essence établi au Québec relativement à des accusations portées au criminel par le Bureau de la concurrence pour complot de fixation de prix et dans le cadre des actions collectives connexes. Davies a réussi à obtenir un sursis de l'instance criminelle contre son client en invoquant une violation de ses droits constitutionnels.

Société des casinos du Québec
Représentation de la Société des casinos du Québec relativement à deux actions collectives au sujet des frais de services bancaires électroniques facturés lors de certaines opérations effectuées dans les casinos de Loto-Québec.

Ciment McInnis Inc.

DAVIES

Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

Représentation de Ciment McInnis Inc. relativement à la défense opposée par celle-ci à une requête demandant l'annulation d'un permis délivré par le ministère de l'Environnement autorisant McInnis à concrétiser son projet de construire une cimenterie de 1 milliard de dollars à la fine pointe de la technologie à Port-Daniel en Gaspésie.

Université Concordia
Représentation avec succès de l'Université Concordia dans l'affaire *Bisaillon c. Université Concordia* devant la Cour suprême du Canada. Davies a plaidé que la Cour supérieure n'avait pas compétence pour entendre une action collective initiée par Bisaillon qui réclame le versement par Concordia de bien au-delà de 100 millions de dollars au régime de retraite de ses employés.

Société de transport de Montréal (STM)
Représentation fructueuse de la Société de transport de Montréal relativement à un différend avec Bombardier Transport Canada Inc. et Alstom Canada Inc. concernant le contrat de 1,2 milliard de dollars en vue du renouvellement des wagons du métro de Montréal. La Cour supérieure du Québec a accueilli la requête en annulation de la requête en jugement déclaratoire présentée par les fabricants de wagons de métro.

Association canadienne des libertés civiles
Représentation sur une base *pro bono* de l'Association canadienne des libertés civiles à titre d'intervenante dans *S.L. c. Commission scolaire des Chênes*, où la Cour suprême du Canada doit décider dans quelles circonstances des parents peuvent demander l'exclusion de leurs enfants de cours imposés par le Ministère de l'Éducation au motif qu'ils portent atteinte à leur liberté de religion.

Association canadienne des libertés civiles
Représentation sur une base *pro bono* de l'Association canadienne des libertés civiles à titre d'intervenante dans *École secondaire Loyola* c. *Procureur général du Québec*, 2015 CSC 12, où la Cour suprême du Canada a eu à se prononcer sur la mise en balance, dans le cadre d'un programme d'enseignement obligatoire, des objectifs de promotion de la tolérance et du respect des différences, d'une part, et de la liberté de religion des membres d'une communauté particulière, d'autre part. La Cour suprême du Canada a retenu à l'unanimité la position défendue par l'ACLC quant aux aspects collectifs de la liberté de religion.

Corus Entertainment Inc.
Représentation fructueuse de Corus Entertainment Inc. devant la Cour d'appel fédérale relativement à la contestation par un tiers d'une décision du CRTC approuvant la vente par Corus à Cogeco Inc. de certaines stations de radio au Québec.

DISTINCTIONS

American College of Trial Lawyers, membre « Fellow »

Litigation Counsel of America, membre « Fellow »

Chambers Canada : Canada's Leading Lawyers for Business — Litige, droit administratif et public Québec

DAVIES

Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

Benchmark Canada : The Definitive Guide to Canada's Leading Litigation Firms & Attorneys — Droit commercial (étoile du litige)

Benchmark Canada — Prix de la cause la plus influente de l'année (2020) — Récipiendaire

The Lexpert/American Lawyer Guide to the Leading 500 Lawyers in Canada — Litige : droit des sociétés et droit commercial

Lexpert Special Edition : Litigation

Lexpert Special Edition : Technology and Health Sciences

The Canadian Legal Lexpert Directory — Litige : droit des sociétés et droit commercial (le plus fréquemment recommandé); actions collectives

Lexpert Rising Stars : Leading Lawyers Under 40

The Best Lawyers in Canada — Règlement extrajudiciaire des conflits; juridictions d'appel (avocat de l'année 2023, Montréal); litige à haut risque; droit administratif et public; litige, actions collectives; litige, droit des sociétés/droit commercial

Jeune barreau de Montréal, catégorie : litige civil et commercial — Avocat de l'année 2013

Concours provincial ARISTA, catégorie des jeunes professionnels — Finaliste 2014

MATIÈRE À RÉFLEXION

Entrevue, Canadian Lawyer Magazine, « Proposed Quebec tax on unvaccinated likely is within rights of province to impose: Davies lawyer »
25 janv. 2022

Le plus haut tribunal du Canada donne des éclaircissements essentiels sur la conduite des procédures d'insolvabilité
8 mai 2020

Le plus haut tribunal du Canada rend une décision qui fera jurisprudence concernant le financement des litiges et le pouvoir discrétionnaire du tribunal à l'égard du processus de restructuration
28 janv. 2020

De nouvelles balises pour encadrer le droit administratif : le plus haut tribunal du pays revoit le cadre d'analyse applicable au contrôle judiciaire des décisions administratives
14 janv. 2020

La Cour supérieure du Québec confirme le droit à la négociation collective des employés de l'État
8 oct. 2019

Québec Court of Appeal Says Current Civil Jurisdiction of the Court of Québec Is Unconstitutional
17 sept. 2019

DAVIES

Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

« Les honoraires en demande en matière d'actions collectives : comment éviter de jouer à l'apprenti-sorcier en vue de moduler le comportement des avocats », coauteur
3 mai 2019

Osgoode Professional Development, 16e symposium national sur les actions collectives, « Case Study: The Biggest Case You've Never Heard Of »; Toronto, ON
4 avr. 2019

Colloque national sur l'Action collective 2019, « Enjeux juridiques reliés aux actions multiterritoriales »; Montréal, QC
22 mars 2019

Modifications des exigences concernant l'affichage dans une autre langue que le français au Québec
1 déc. 2016

FORMATION

University of Cambridge, LL.M. (droit international) (mention très honorable, boursier Senior Harris), 2004
Université de Montréal, LL.B. (mention au Tableau d'honneur), 2002
Université Panthéon-Assas (Paris II), Certificat en droit français, 2002

ADHÉSIONS PROFESSIONNELLES

Litigation Counsel of America, membre « Fellow »; Trial Law Institute, membre; Diversity Law Institute, membre

CONSEILS ET COMITÉS

Santé et éducation maintenant!